

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2024

ENFANCE LR
Association
Siège social : 502, avenue jean prouvé
30900 NIMES

ENFANCE LR

Association

**Siège social : 502, avenue jean prouvé
30900 NIMES**

SIREN : 751 693 177

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Enfance LR relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Enfance LR à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les subventions attribuées à Enfance LR au titre de l'exercice correspondent aux règles tarifaires de la CAF et aux arrêtés de subventions et conventions signées avec les différentes collectivités territoriales. Conformément aux règles comptables en annexes, elles ont été rattachées à l'exercice clos le 31 décembre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité d'ENFANCE LR à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIMES, le 12/06/2025

Le Commissaire aux comptes

FRANCE LANGUEDOC REVISION, représenté
par

Baptiste BLIN





ENFANCE

LR

Comptes de l'exercice 2024

Association Enfance LR

1. Bilan au 31/12/2024 :

Montants en €	2024			2023		
	Brut	amortissements & provisions	Net	Brut	amortissements & provisions	Net
ACTIF						
<u>Actif Immobilisé</u>						
Immobilisations incorporelles	4 332	3 188	1 144	4 332	2 044	2 288
Immobilisations corporelles	27 592	25 657	1 935	26 452	25 201	1 251
Immobilisations financières	2 663	0	2 663	2 663	0	2 663
Total des valeurs immobilisées	34 586	28 845	5 742	33 446	27 245	6 201
<u>Actif Circulant</u>						
Stocks & encours	0	0	0	0	0	0
Avances & acomptes	0	0	0	0	0	0
Créances d'exploitation	106 039	0	106 039	106 614	0	106 614
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0
Disponibilités	25 674	0	25 674	40 213	0	40 213
Total de l'actif circulant	131 713	0	131 713	146 826	0	146 826
<u>Comptes de régularisation</u>						
Charges constatées d'avance	140	0	140	1 133	0	1 133
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0	0
Total des comptes de régularisation	140	0	140	1 133	0	1 133
TOTAL GENERAL ACTIF	166 440	28 845	137 595	181 406	27 245	154 160
PASSIF						
Fonds Associatifs & réserves						
Fonds propres						
Fonds de dotation sans droit de reprise			0			0
Ecart de réévaluation			0			0
Réserves			0			0
Report à nouveau			-45 599			-38 412
Résultat de l'exercice			-3 799			-7 187
Autres fonds			0			0
Fonds de dotation avec droit de reprise			0			0
Ecart de réévaluation			0			0
Subventions			0			0
Provisions réglementées			0			0
Total des fonds Associatifs et réserves			-49 398			-45 599
Provisions pour risques & charges			0			0
Fonds dédiés			0			0
Total des provisions et fonds dédiés			0			0
Dettes						
Emprunts et Dettes auprès des établissements de crédit			0			0
Dettes financières			0			0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			96 294			152 674
Dettes fiscales et sociales			21 376			17 086
Dettes sur immobilisations						0
Autres dettes			69 323			30 000
Produits constatés d'avance			0			0
Total des dettes			186 993			199 759
TOTAL GENERAL			137 595			154 160

2. Compte de résultat 2024 :

<i>Montants en €</i>		2024	2023
CHARGES			
CHARGES D'EXPLOITATION (I)		234 457	306 929
Coût d'achat des marchandises vendues			
Consommations exercice en provenance de tiers	8 420		11 638
Services extérieurs	66 514		104 696
Impôts taxes & versements assimilés	6 366		8 067
Charges de personnel	149 385		163 322
Dotations aux amortissements & provisions	1 599		9 544
Autres charges	2 172		9 662
CHARGES FINANCIERES (II)			
CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)		5 158	2 539
IMPOTS SUR LES BENEFICES & IMPOTS ASSIMILES (IV)			
Total des charges (A) = (I)+(II)+(III)+(IV)		239 615	309 468
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (B)			6 728
Mise à disposition gratuite de biens & services			
TOTAL DES CHARGES (A) + (B)		239 615	316 196
PRODUITS			
PRODUITS D'EXPLOITATION (V)		234 971	293 575
Ventes de marchandises et production	157 187		186 055
Reprises sur provisions & amortissements			9 871
Autres produits	77 785		97 649
PRODUITS FINANCIERS (VI)		152	1 015
PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		692	7 691
Total des produits (D) = (V)+(VI)+(VII)		235 816	302 281
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (E)			6 728
Prestations en nature			
TOTAL DES PRODUITS (D) + (E)		235 816	309 009
RESULTAT DE L'EXERCICE		-3 799	-7 187

FORMATION DU RESULTAT

<i>Montants en €</i>	2024	2023
Total des produits d'exploitation	234 971	293 575
Valeur ajoutée	160 037	177 242
Excédent brut d'exploitation	4 285	5 852
Résultat d'exploitation	514	-13 354
+ Résultat financier	152	1 015
+ Résultat exceptionnel	-4 466	5 152
- Impôts sur les Sociétés		
= Résultat net	-3 799	-7 187

3. Annexe au bilan et au compte de résultat :

3.1. Les faits marquants 2024 :

Les faits marquants

- Mise en place par la CAF d'un bonus attractivité forfaitaire en lien avec l'application de la convention collective Alisfa sur la revalorisation des salaires pour renforcer l'attractivité du secteur de la petite enfance.
- Mise en place par la CAF d'un accompagnement forfaitaire pour des journées pédagogiques des professionnelles
- Amélioration du taux d'occupation
- PSU 2024 revalorisée (3.38%)
- Pas d'accès aux Bonus « mixité sociale » ou « handicap » ,

3.2. Règles et méthodes comptables :

Les prestations de service reçues des régimes CAF et MSA sont comptabilisées en prestations de services (compte de classe 706).

Le total du bilan avant répartition des résultats de l'exercice clos le 31/12/2024 est de 137.595 €. Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage une perte de 3 799 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 juin 2025.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général tel que défini par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Des règlements ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 et ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont établies à leur coût d'acquisition, l'option d'immobiliser les frais d'acquisition a été retenue.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur est inférieure à la valeur comptable.

Dettes fiscales & sociales

La provision pour congés à payer acquis et non pris est évaluée selon la méthode du maintien de salaire sur la base des jours de congés en jours ouvrés.

Contributions volontaires en nature

Le règlement comptable relatif aux associations impose un traitement des contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires sont, par nature, effectuées à titre gratuit. Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association.

3.3. Autres informations financières :

✓ Tableau des variations des immobilisations

<i>Montants en €</i>	A nouveau 01/01/2024	Acquisitions	Diminution Cessions	Au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	4 332	-	-	4 332
Immobilisations corporelles	26 452	1 140	-	27 592
Immobilisations financières	2 663	-	-	2 663
TOTAL	33 447	1 140	-	34 587

<i>Immobilisations incorporelles (€)</i>	A nouveau 01/01/2024	Acquisitions	Diminution Cessions	Au 31/12/2024
Logiciels	4 332	-	-	4 332
TOTAL	4 332	-	-	4 332

<i>Immobilisations corporelles (€)</i>	A nouveau 01/01/2024	Acquisitions	Diminution Cessions	Au 31/12/2024
Matériel de Crèche	20 151			20 151
Agencements	2 937			2 937
Matériel Informatique	2 604	1 140		3 744
Mobilier	760			760
TOTAL	26 452	1 140	-	27 592